

ASA

Going The Extra Mile



S'implanter >>

Présence commerciale en Inde

[www.asa.in](http://www.asa.in)

# IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS >>

## LE TAUX D'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS RESTENT INCHANGÉS, CÀD

ENTREPRISE	TAUX (%)
Locale <sup>1</sup>	
❖ PME / Nouvelle entreprise	25 <sup>2</sup>
❖ Autres	30
Etrangère	40 <sup>3</sup>

<sup>1</sup> Surtaxe à 7 % et 12 % lorsque le revenu dépasse respectivement ₹10M et ₹100M

<sup>2</sup> Le taux d'imposition réduit est applicable aux entreprises dont le CA ne dépasse pas ₹4 Mds durant l'exercice 2020-21.

<sup>3</sup> Surtaxe de 2 % et 5 % lorsque le revenu dépasse respectivement ₹10M et ₹100M

## RÉGIME FISCAL PRÉFÉRENTIEL

ENTREPRISE	TAUX (%)
Locale <sup>1</sup>	
❖ Nouvelle entreprise	15 <sup>2</sup>
❖ Autres	22

<sup>1</sup> Une majoration de 10 % et une taxe d'éducation de 4 % sont applicables

<sup>2</sup> Avantage applicable aux entreprises enregistrées le ou après le 1er octobre 2019 et commençant la production (y compris la production d'électricité) le ou avant le 31 mars 2024, sous certaines conditions.

## IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Les entreprises doivent déterminer le montant de leur impôt annuel et veiller à le verser dans le respect d'un régime d'acomptes appelé "Advance Tax" avant le 15 juin (15%), le 15 septembre (45%), le 15 décembre (75%) et le 15 mars (100%).

## PRIX DE TRANSFERT (TRANSFER PRICING – TP)

Les entreprises ayant des transactions internationales avec des parties liées sont soumises à la réglementation indienne en matière de TP, qui exige la tenue de documents et la certification par un cabinet indien d'experts-comptables.

## DOUBLE TAXATION AVOIDANCE AGREEMENT ("DTAA")

L'Inde dispose de conventions avec plus de 80 pays, dont la France.

## RETENUE À LA SOURCE

Les entreprises, y compris les Bureaux de liaison, doivent prélever l'impôt à la source sur des paiements spécifiques, à savoir les paiements contractuels, professionnels, locatifs, etc.

## AUDIT FISCAL

Le seuil de contrôle fiscal pour les entreprises est de ₹100M, lorsque l'ensemble des recettes / paiements en espèces ne dépasse pas 5 % de ces recettes / paiements bruts.

## IMPÔT SUR LE REVENU >>

### IMPÔT SUR LE REVENU >>

TRANCHES DE REVENUS (₹)	TAUX EXISTANT <sup>1</sup> (%)	TAUX OPTIONNEL <sup>2</sup> (%)
Jusqu'à 250,000 <sup>1</sup>	Nul	Nul
250,001 – 500,000	5	5
500,001 – 750,000	20	10
750,001 – 1,000,000		15
1,000,001 – 1,250,000	30	20
1,250,001 – 1,500,000		25
1,500,001 et au-delà <sup>3</sup>		30

<sup>1</sup> La limite d'exonération pour les personnes atteignant 60 et 80 ans reste inchangée à ₹300,000 et ₹500,000 respectivement.

<sup>2</sup> Déductions, exonérations et reports de pertes limités, sous certaines conditions.

<sup>3</sup> Surtaxe à 10% sur les revenus > ₹5M à ₹10M ; à 15% sur les revenus > ₹10M à ₹20M ; à 25% sur les revenus > ₹20M à ₹50M ; à 37% sur les revenus > ₹50M. Toutefois, la surtaxe sur les plus-values payées en taxe sur les opérations sur titres ne doit pas dépasser 15 %.

# FISCALITÉ INDIRECTE >>

Un employeur est tenu de cotiser et de se soumettre à une taxe de sécurité sociale, à savoir le Provident Fund. Il existe également aussi un coût lié à l'assurance des employés. Ces deux éléments concernent principalement le personnel ouvrier. Les ressortissants étrangers expatriés en Inde pour travailler seront imposés sur la base du statut de résident fiscal, qui est lié au nombre de jours passés en Inde. Un visa de travail/d'affaires est nécessaire, de même que l'enregistrement auprès du Foreigners Regional Registration Officer ("FRRO"). Il existe certaines réglementations spécifiques à certains États, par exemple la Professional Tax et le Shop and Establishment Act, qui prévalent dans certains États comme le Karnataka, le Maharashtra, le Tamil Nadu, etc.

## TAXE SUR LES BIENS ET SERVICES (GOODS AND SERVICES TAX – GST)

La GST est une taxe indirecte, applicable dans toute l'Inde, qui a remplacé les multiples taxes en cascade prélevées par le gouvernement central et les gouvernements étatiques. La GST est applicable depuis le 1er juillet 2017 avec des taux de 0%, 5%, 12%, 18% et 28%.

## SOCIÉTÉS & LLP

Deux statuts principaux - Private Limited ('PVT') et Public Limited ('LTD'). La PVT est la forme la plus courante pour une filiale internationale. Les entrepreneurs et les professionnels désireux de créer une structure formelle avec une responsabilité limitée définie préfèrent le Limited Liability Partnership (LLP).

Les comptes audités sont déposés chaque année, sur un registre public, auprès du Registrar of Companies ("RoC"), dans un format prévu par la loi indienne et les normes comptables indiennes, selon un calendrier précis. Les sociétés déposent également une déclaration annuelle précisant le nom des actionnaires et des dirigeants. Les entreprises sont tenues de respecter l'année fiscale, c'est-à-dire du 1er avril au 31 mars, pour se conformer aux lois indiennes sur l'impôt.

ASPECT RÉGLEMENTAIRE	DATE D'ÉCHÉANCE
Droit des sociétés	
Réunion du Conseil d'Administration	Quatre réunions par an avec un intervalle ne dépassant pas 120 jours entre deux réunions.
Assemblée générale annuelle (adoption des états financiers)	Sous 6 mois suivant la fin de l'exercice
Déclaration annuelle auprès du ROC	Sous 60 jours suivant la tenue de l'AGA
<b>FISCALITÉ</b>	
Déclaration d'impôt sur les sociétés	31 octobre/ 30 novembre
Rapport d'audit fiscal	30 septembre / 31 octobre
Rapport sur le prix de transfert	31 octobre
Déclarations TDS (Retenue d'impôt)	Trimestriel
Déclaration d'impôts des particuliers	31 juillet
Déclaration de la GST * - CA > ₹ 50 millions - CA < ₹ 50 millions	Mensuel Trimestriel/Mensuel
<b>CONFORMITÉ</b>	
Dépôt de la TDS	7 de chaque mois
Dépôt de la GST - CA > ₹ 50 millions - CA > ₹ 50 millions	20 de chaque mois 22/ 24/ 25 de chaque mois/ trimestre**

\*Cela comprend le GSTR 1 et le GSTR 3B.

\*\*Diffère selon les États

# CONFORMITÉ RÉGLEMENTAIRE >>

## Secteurs restreints (IDE non autorisés)

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Jeux de hasard et paris</li> <li>• Loterie</li> <li>• Fonds de placement</li> <li>• Société Nidhi</li> <li>• Commerce de droits de développement transférables (TDR)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Immobilier ou construction d'une ferme</li> <li>• Fabrication de cigares, cigarettes, etc.</li> <li>• Chemins de fer</li> <li>• Énergie nucléaire</li> <li>• Activités/secteurs non ouverts aux investissements du secteur privé</li> </ul>
--	--

## Plafonds sectoriels pour les IDE dans certaines industries (liste non exhaustive)

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Production de défense (100%) Approbation du Govt nécessaire au-delà de 49%</li> <li>• Assurance (Approbation du Govt nécessaire au-delà de 74%)</li> <li>• Télécommunications (100%)</li> <li>• Compagnies aériennes (Approbation du Govt nécessaire au-delà de 49%)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agriculture (100%)</li> <li>• Commerce de détail mono-marque (100%)</li> <li>• Commerce de détail multi-marques (Approbation du Govt nécessaire au-delà de 51%)</li> <li>• Presse écrite (Approbation du Govt nécessaire au-delà de 26%)</li> </ul>
--	--

### • Dans le cas d'une SARL (LTD Company), lorsque le capital libéré dépasse 100 millions d'INR (EUR 1,200,000 environ)

Nomination d'un gestionnaire clé (i) directeur général, ou CEO ou manager et en leur absence, un directeur à plein temps ; (ii) d'un secrétaire de la société ; et (iii) d'un CFO obligatoire.

### • Droit du travail

- 29 lois principales sur le travail fusionnées en 4 codes du travail complets mais simplifiés, à savoir le Code des salaires (2019), le Code des relations industrielles (2020), le Code de la sécurité sociale (2020) et le Code de la sécurité, de la santé et des conditions de travail (2020).

DÉTAILS	CODE DES SALAIRES 2019	CODE DE LA SÉCURITÉ, DE LA SANTÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL 2020	CODE DES RELATIONS INDUSTRIELLES 2020	CODE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE 2020
Anciennes lois absorbées	4 lois	13 lois	3 lois	9 lois
Description	Paiement des salaires, primes, salaire minimum	Mesures de sécurité et de santé, conditions de travail	Conflits industriels et syndicaux, Licenciement, Blocage, Fermeture, Retranchement	Assurance, indemnités, fonds de prévoyance

- Introduction d'un double critère d'investissement et de chiffre d'affaires pour les micros, petites et moyennes entreprises (MPME). Les entreprises qui franchissent le plafond, soit en investissement, soit en CA, seront automatiquement placées dans la classification supérieure.

# STRATÉGIE D'ENTRÉE - INDE >>

## POUR CRÉER UNE ENTREPRISE EN INDE

### Faire le grand saut

Avec un plan sur le long terme pour l'Inde

La propriété intellectuelle est-elle une préoccupation majeure ?

Créer son propre réseau de distribution ?

Gérer seul les aspects salariaux ?



Considérer une Joint-Venture

Considérer une Wholly Owned Subsidiary/ LLP

IDE soumis à des limites sectorielles ou provenant d'un "restricted country"



Approbation du Gouvernement



Société mère basée dans un "restricted country"



S'adresser au ROC

Établir l'entité

### Explorer les possibilités

Évaluer le potentiel du marché indien

Étude de marché

Projet spécifique

Test marketing et commercial

Liaison Office

Project Office

Branch Office

Une entreprise étrangère souhaitant faire des affaires en Inde peut considérer les solutions

#### Entité juridique

Joint Venture avec un partenaire (JV)
Wholly Owned Subsidiary (WOS)
Limited Liability Partnership (LLP)

#### Entité non-juridique

Project Office (PO)
Liaison Office (LO)
Branch Office (BO)

# FILIALE INDIENNE... >>

OU BRANCH OFFICE OU...

	WHOLLY OWNED SUBSIDIARY	JOINT VENTURE COMPANY	LIAISON OFFICE	PROJECT OFFICE	BRANCH OFFICE	Limited Liability partnership
Caractéristiques	Société dont la totalité du capital social est détenue par l'investisseur étranger	Société dans laquelle deux ou plusieurs parties détiennent conjointement le capital social	Bureau de représentation sans droit d'entreprendre des activités commerciales en Inde	Bureau temporaire sur site pour un projet spécifique uniquement	Activités commerciales pour le compte du siège social	Structure d'entreprise avec les avantages de la responsabilité limitée et la flexibilité du partenariat
Propriété	Société étrangère directement ou par le biais de structures de type holding	Propriété conjointe avec les autres partenaires	Fait partie d'une société étrangère	Fait partie d'une société étrangère	Fait partie d'une société étrangère	Les LLP à capitaux étrangers sont autorisés avec l'approbation préalable du gouvernement
Contrôle	Contrôlée par son Conseil d'Administration	Contrôle conjoint déterminé selon l'accord des actionnaires	Contrôlé par la société mère	Contrôlé par la société mère	Contrôlé par la société mère	Contrôlé par les partenaires
Responsabilité de la société	La société mère n'est généralement pas responsable. La responsabilité est limitée au capital social de la filiale, sauf si l'établissement permanent est déterminé.	Responsabilité des investisseurs limitée à leur détention d'actions	La société mère est entièrement responsable	La société mère est entièrement responsable	La société mère est entièrement responsable	La responsabilité de chaque partenaire est limitée à la contribution prévue
Conditions d'implantation	Approbation préalable/Voie automatique	Approbation préalable/Voie automatique	Approbation préalable de la RBI / AD Bank	Voie automatique/ Approbation préalable de la RBI / AD Bank	Voie automatique/ Approbation préalable de la RBI / AD Bank	Approbation préalable/ Voie automatique
	Adresse indienne					
	Nommer des directeurs (1 directeur doit résider en Inde)		Informé le RoC		Accord de LLP	
	Dépôt des documents de constitution				Dépôt des documents de constitution	
	Emission d'actions à la société mère	Émission d'actions nouvelles			2 personnes désignées (1 partenaire doit résider en Inde)	
Obligations légales en vigueur	Tenir des livres de comptes et des registres de secrétariat		Tenir des livres de comptes		Tenir des livres de comptes	
	Enregistrer les modifications des statuts/des administrateurs/des actionnaires					
	Audit annuel					
	Déclaration annuelle au RoC, I-T		Déclaration annuelle au RoC, I-T et Police			Déclaration annuelle au RoC, I-T
	Non requis		Comptes annuels de la société mère			Non requis
Fermeture	Demande au RoC et NCLT		Demande à la RBI, RoC et I-T			Demande au RoC et NCLT
Rapatriement des fonds	Après l'ordre du NCLT		Après l'autorisation de la RBI, sous réserve d'une approbation fiscale			Après l'ordre du NCLT

\* NCLT - National Company Law Tribunal | \* RBI - Reserve Bank of India | \* I-T - Income Tax Authorities

\* RoC - Registrar of Companies

\* AD Bank - Authorised Dealer Bank



Going The Extra Mile

New Delhi +91 11 4100 9999

Ahmedabad +91 79 4891 5409

Bengaluru +91 80 4907 9600

Chennai +91 44 4904 8200

Gurgaon +91 124 4333 100

Hyderabad +91 40 2776 0423

Kochi +91 484 410 9999

Mumbai +91 22 4921 4000

Contact: [info@asa.in](mailto:info@asa.in)



Préparé par ASA Corporate Catalyst India

#### **Affiliés nationaux**

Chandigarh, Kolkata, Pune and Vishakhapatnam

#### **Affiliés internationaux**

Algeria, Argentina, Australia, Austria, Belgium, Brazil, Bulgaria, Canada, China, Denmark, Egypt, France, Finland, Germany, Hong Kong, Hungary, Israel, Italy, Japan, Luxembourg, Malaysia, Mexico, Morocco, New Zealand, Netherlands, Norway, Poland, Portugal, Romania, Saudi Arabia, Singapore, South Africa, Spain, Switzerland, Sweden, Thailand, Tunisia, Turkey, UAE, UK, USA, Vietnam

[www.asa.in](http://www.asa.in)

\* Ce document a été préparé en tant qu'information aux clients. Nous vous recommandons de demander conseil à un professionnel avant d'engager une action sur ces questions spécifiques.